



Enterrer la loi Travail, virer ce gouvernement : ON VA Y ARRIVER !

RENAULT TRUCKS

npacaenaglo@gmail.com - Juin 2016

Annoncées comme massives, les manifestations de mardi dernier à Paris et en régions ont été à la hauteur de nos espoirs. Mais elles n'ont pas suffi pour faire plier le gouvernement. Avec l'appui massif des médias, ce gouvernement a tenté de réduire les immenses cortèges aux violences, avec des images tournant en boucle sur les écrans téléés.

Plus grave, dans la foulée, Valls et Hollande se sont lancés dans de violentes attaques contre les organisateurs des manifestations. A l'unisson de la droite et de l'extrême droite, le gouvernement ne se contente pas d'exiger que la mobilisation cesse, il menace d'interdire les prochaines manifestations.

Mais les derniers sondages indiquent que l'écrasante majorité des travailleurs reste solidaire du mouvement, des grévistes et des manifestantEs. Ils indiquent aussi que la popularité de Hollande et Valls est au plus bas. Eux et leurs lois ne sont soutenus que par une minorité. Ils sont plus isolés que jamais. Ils n'ont aucune légitimité. Ils doivent faire leurs bagages au plus tôt. A nous de les « aider » pour qu'ils fassent ce bon choix...

Ce sont eux les pilleurs, les casseurs

Comme le criaient des centaines de milliers de manifestantEs à Paris, les casseurs, les pilleurs, ce sont les capitalistes et ce gouvernement à sa botte.

Ils accaparent les richesses que nous créons. Quand les salaires stagnent, c'est pour que les dividendes augmentent.

Leur violence, c'est celle du chômage qui gâche la vie de millions de personnes, des conditions de travail qui se dégradent pour ceux et celles qui ont un emploi, des conditions d'accueil inhumaines des migrantEs qui fuient la guerre et la misère.

Ce sont eux qui cassent l'hôpital public, avec 22 000 suppressions de postes prévues ces trois prochaines années.

La violence d'état, c'est celle de l'état d'urgence, décliné en 49-3 pour le social, ce sont les matraquages, gazages, arrestations, interdictions de manifestations. Les dockers du Havre ont eu raison de se défendre contre les agressions policières dont ils ont été victimes lors de la manifestation parisienne de mardi dernier.

Ni négociable, ni amendable

Avec le passage du texte au Sénat, le projet de loi va revenir à l'Assemblée nationale. Toujours sans majorité pour le faire adopter, le gouvernement pourrait faire à nouveau usage du 49.3. Comme il l'a répété au secrétaire général de la CGT vendredi, Il ne veut rien lâcher, ni sur l'article 2 du projet de loi mettant en cause le principe de faveur et la hiérarchie des normes, ni sur le reste, tout autant dangereux : la suppression des avantages acquis en cas de dénonciation ou mise en cause des accords, la facilitation des licenciements, la liquidation de la médecine du travail, la mise en cause de la légitimité des organisations syndicales avec la possibilité pour les syndicats minoritaires de demander à l'employeur d'organiser un référendum des salariés soumis au chantage à l'emploi...

Aucun « dialogue social » n'est possible avec ceux et celles qui veulent nous écraser. Il faut les faire céder en leur imposant la force de notre nombre.

Les trois quarts de la population ne veulent pas de la loi Travail mais le gouvernement tient toujours. Pourquoi ? Parce que les grèves reconductibles ne se sont pas encore étendues à toutes les professions. Les patrons continuent leurs business, le fric rentre dans les caisses... Aujourd'hui, on commémore Juin 36. Ce que nous devrions retenir de Juin 36, c'est la grève générale, les occupations des usines. En quelques jours, sont gagnés les congés payés, la réduction du temps de travail, des augmentations de salaire et beaucoup d'autres avancées sociales. Dans les Bouches-du-Rhône, les syndicats appellent toutes les boîtes à 48 heures de grève jeudi et vendredi prochains. Ils ont raison ! Pourquoi ne pas leur emboîter le pas dans toute la France ?

Alors tous et toutes dans l'action ! En commençant par **jeudi 23 juin** en manifestation à l'appel de l'intersyndicale qui refuse de plier devant les injonctions de Valls !

**A Caen : 10h30, rond-point du péricentre
(arrêt de tram Copernic).**

Pour tout contact : npacaenaglo@gmail.com,

web : www.npa2009.org